



CENTRE D'ANIMATION SOCIALE, SPORTIVE ET D'INSERTION SOLIDAIRE

Association régie par les articles 21 à 79 du code
civil local et la loi du 19 avril 1908

11 Rue de Champagne
57076 METZ CEDEX 3

--oOo--

Exercice du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2023

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Yzico Audit 2, allée d'Evrny - Technopôle de Brabois - CS 60132 - 54 600 Villers-Lès-Nancy Tél. : 03 83 67 69 00 Courriel : audit@yzico.fr

SAS au capital de 8 000 € - Membre de la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes de l'Est
SIREN N° 399 166 222 RCS Nancy - TVA Intracommunautaire FR 19 399 166 222

**RAPPORT DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



Audit

CASSIS
Association régie par les articles 21 à 79 du code civil local
et la loi du 19 avril 1908
11 Rue de champagne
57076 METZ CEDEX 3

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos au 31/12/2023

À l'Assemblée Générale de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association CASSIS relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association CASSIS à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01 janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

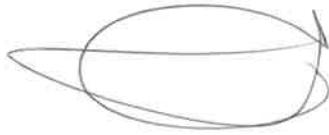
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois appelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Nancy, le 10 juin 2024
Le Commissaire aux comptes



SAS VZICO AUDIT,
Représentée par Marie-Noëlle PHILIPPOT

Bilan actif

CASSIS

Ets de synthèse au 31/12/2023

	Brut	Amortissements	Dépréciations	Net au 31/12/23	Net au 31/12/22
ACTIF IMMOBILISE					
Immobilitisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et de développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets et droits assimilés					
Droit au bail					
Autres immob. incorporelles / Avances et acompte	4 863		4 863		
Immobilitisations corporelles					
Terrains	7 622			7 622	7 622
Constructions	304 635		199 278	105 357	42 160
Installations techniques, matériel et outillage	81 008		60 070	20 938	11 542
Autres immobilitisations corporelles	671 602		579 245	92 357	138 598
Immob. en cours / Avances et acomptes					
Biens reçus par legs / donations destinés à être c					
Immobilitisations financières					
Participations et créances rattachées	22 815			22 815	22 815
TIAP & autres titres immobilisés					
Prêts	1 884			1 884	1 734
Autres immobilisations financières					
Total I	1 094 430	843 456		250 973	224 471
ACTIF CIRCULANT					
Stocks					
Matières premières et autres approv.					
En cours de production de biens					
En cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
Usagers et comptes rattachés	158 731			158 731	70 404
Créances reçues par leg ou donations					
Autres créances	180 869			180 869	150 434
Divers					
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	151 765			151 765	259 305
Charges constatées d'avance	868			868	119
Total II	492 233			492 233	480 261
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Prime de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion - Actif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	1 586 663	843 456		743 207	704 732



Compte de résultat

	du 01/01/23 au 31/12/23	12 mois	du 01/01/22 au 31/12/22	12 mois		Simple : Variation en valeur	%
PRODUITS D'EXPLOITATION	Colisations	3 503	0,18	2 943	0,19	560	19,03
	Ventes de biens et de services	886 669	23 740	17 569	1,11	167 659	23,32
	Ventes de biens	23 740	1,19	17 569	1,11	6 170	35,12
	Ventes de prestations services	862 929	43,16	701 441	44,20	161 488	23,02
	Produits de tiers financeurs	1 109 110	55,47	864 902	54,50	244 207	28,24
	Concours publics et subventions d'expli	1 108 967		864 778		244 189	28,24
	Vs des fondateurs ou conso. de la dot.						
	Ressources liées à la générosité du pu	143	0,01	124	0,01	19	15,11
	Contributions financières						
	Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts	59 269	2,96	55 297	3,48	3 972	7,18
	Utilisation des fonds dédiés						
	Autres produits						
	Total I	2 058 550	102,96	1 660 410	104,64	398 141	23,98
	Achats de marchandises	775	0,04	702	0,04	73	10,39
	Variations de stock						
	Autres achats et charges externes	433 604	21,69	372 162	23,15	61 442	16,51
	Aides financières						
	Impôts, taxes et versements assimilés	56 623	2,83	43 634	2,75	12 989	29,77
	Salaires et traitements	1 243 165	62,18	1 031 193	64,98	211 972	20,56
	Charges sociales	294 253	14,72	249 549	15,73	44 704	17,91
	Dotations aux amortissements et aux dépr	31 929	1,60	30 302	1,91	1 627	5,37
	Dotations aux provisions			27 575	1,74	-27 575	-100,00
	Report en fonds dédiés						
	Autres charges	2 833	0,14	1		2 832	NS
	Total II	2 063 183	103,20	1 755 118	110,60	308 064	17,55
	1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-4 632	-0,23	-94 709	-5,97	90 077	95,11
	PRODUITS FINANCIERS						
	De participation						
	D'autres valeurs mobilières et créances c						
	Autres intérêts et produits assimilés	2 311	0,12	656	0,04	1 654	252,13
	Repr./ provisions, dépréciations et transf						
	Différences positives de change			2		-2	-100,00
	Total III	2 311	0,12	658	0,04	1 653	251,23
	CHARGES FINANCIERES						
	Dotations aux amort., aux dépréciations e						
	Intérêts et charges assimilés	925	0,05	449	0,03	476	105,89
	Différences négatives de change						
	Chges nettes / cessions de valeurs mob.						
	Total IV	925	0,05	449	0,03	476	105,89
	2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	1 385	0,07	208	0,01	1 177	564,76
	3. RESULTAT COURANT avant impôts	-3 247	-0,16	-94 500	-5,96	91 253	96,56



Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : CASSIS

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023, dont le total est de 743 207 euros

et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un excédent de 17 291 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 15/03/2024 par les dirigeants de l'association.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

Le but de l'association est de :

- Définir et mettre en oeuvre un projet social;
- Réglementer l'organisation, la gestion et l'utilisation de ses locaux;
- Promouvoir des activités et services à caractère culturel, social et loisirs;
- Promouvoir la formation et l'insertion au bénéfice des personnes appartenant à toute catégorie d'âge;
- Promouvoir des activités sportives;

Les activités de l'association sont divisées en deux pôles :



- Pôle insertion
- Pôle action sociale, le patrimoine de l'association est composé d'un immeuble situé à SAINT EULALIE (GIRONDE), immeuble dans lequel elle organise des séjours pour les enfants du quartier. Cet immeuble est également loué à d'autres structures.

Pour financer ses activités l'association perçoit des subventions de la ville de METZ, du conseil départemental de la Moselle, de la région GRAND EST et de la caisse d'allocation familiale.

Le pôle insertion est principalement financé par l'état.

En l'absence d'historique de reconstitution des fonds propres les sommes sont laissées en fonds propres sans droit de reprise bien qu'il puisse s'agir d'affectations de résultats antérieurs.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Faits caractéristiques

Faits essentiels de l'exercice ayant une incidence comptable

Autres éléments significatifs

Les participations des usagers sont, par prudence, comptabilisées lors de leur encaissement, et la créance au 31/12/2023 n'est pas enregistrée.

Les subventions d'investissement font l'objet d'une inscription au compte de résultat en fonction de l'amortissement du bien financé.

Les indemnités de fin de carrière sont couvertes partiellement par un contrat d'assurance et n'ont pas fait l'objet d'une provision.

La valeur des services courus est évaluée à 43 158 € au 31/12/2023 (actualisée).

Le taux d'actualisation retenue est de 3,41 % avec un taux de charges patronales de 35 % ainsi qu'une progression des salaires de 1 % l'an et une rotation moyenne du personnel.

Suite à un licenciement pour inaptitude un salarié a saisi le Conseil des Prud'hommes, une provision d'un montant de 27 575 € a été comptabilisée pour couvrir ce risque.



Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

Augmentations de l'exercice			
Ventilation des augmentations	Virements de poste à poste		
	Virements de l'actif circulant		
	Acquisitions		
	Apports		
	Créations		
	Révaluations		
		58 580	58 580
Total			

Diminutions de l'exercice			
Ventilation des diminutions	Virements de poste à poste		
	Virements vers l'actif circulant		
	Cessions		
	Scissions		
	Mises hors service		
		58 580	58 580

Amortissements des immobilisations



Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
------------------------	--------------	-------------	------------------------

Immobilisations incorporelles			
- Frais d'établissement et de développement			
- Fonds commercial			
- Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Immobilisations corporelles			
- Terrains			
- Constructions sur sol propre			
- Constructions sur sol d'autrui			
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions			
- Installations techniques, matériel et outillage industriels			
- Installations générales, agencements divers			
- Matériel de transport			
- Matériel de bureau et informatique, mobilier			
- Emballages récupérables et divers			
Total			

Notes sur le bilan

Fonds propres

Tableau de variation des fonds propres

FONDS PROPRES	VARIATION DES			
	A	Affectation	Augmentation	Diminution ou consommation
	l'ouverture	du résultat		A la clôture

Fonds propres sans droit de reprise	863 798			863 798
Fonds propres avec droit de reprise				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
Report à Nouveau	-455 453	-87 853		-87 853
Excédent ou déficit de l'exercice	-87 853	87 853	17 291	-543 306
Situation nette	320 492		17 291	17 291
Fonds propres consommables				337 783
Subventions d'investissement	66 662		5 291	71 953
Provisions réglementées				
Droits de propriétaires (Commodat)				
TOTAL	387 153		22 583	409 736

Provisions

Tableau des provisions

Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées de l'exercice	Reprises non utilisées de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
-----------------------------------	-------------------------	----------------------------------	--------------------------------------	-----------------------------------

Litiges				
Garanties données aux clients				
Pertes sur marchés à terme				
Amendes et pénalités				
Pertes de change				
Pensions et obligations similaires				
Pour impôts				
Renouvellement des immobilisations				
Gros entretien et grandes révisions				
Charges sociales et fiscales				
sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	27 575			27 575
Total	27 575			27 575

Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :

Exceptionnelles
Financières
Exploitation

Notes sur le bilan

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance			
Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles	
			CHARGES CONSTAT.D AVANCE
			868
			Total
			868



Autres informations

Contributions volontaires

Ressources	
Bénévolat	
Prestations en nature	
Dons en nature	
Total	

Emplois	
Secours en nature	
Mise à disposition gratuite de biens et services	
Prestations	
Personnel bénévolé	
Total	

Donations

Fonds dédiés



A	A	A	B	C	A - B + C
l'ouverture	global	global	global	global	global
de l'exercice	Montant	Montant	Montant	Montant	Montant
A la clôture	Utilisations	Utilisations	Utilisations	Transferts	A la clôture
A la clôture	Dont	Dont	Dont	Dont	Dont
de l'exercice	rembours.	rembours.	rembours.	rembours.	rembours.
Dont fonds	dedies	dedies	dedies	dedies	dedies

Projets non finalisés

23 230

23 230

Sous total

23 230

23 230

Sous total

TOTAL

23 230

23 230

**RAPPORT SPECIAL DU
COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

CASSIS
Association régie par les articles 21 à 79 du code civil local
et la loi du 19 avril 1908
11 Rue de champagne
57076 METZ CEDEX 3

**RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES**

Assemblée générale d'approbation des comptes de l'exercice clos le 31 Décembre 2023

A l'assemblée Générale de l'Association,
En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

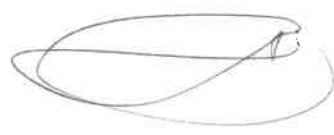
Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune nouvelle convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L612-5 du code de commerce.

Conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

Conformément aux dispositions statutaires de votre association, nous n'avons pas été informés de conventions dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Nancy, le 10 juin 2024
Le Commissaire aux Comptes



SAS YZICO AUDIT
Représentée par Marie-Noëlle PHILIPPON